

Ministère de la Défense

SECRETARIAT GÉNÉRAL POUR L'ADMINISTRATION
 DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES DU MINISTERE DE LA DEFENSE
 Service de l'accompagnement professionnel et des pensions
Sous-Direction de l'Action Sociale
 DEF/SGA/DRH-MD/SA2P/SDAS

Imprimé n° 640*/25

Circulaire n°500755 du 4 février 2003 modifiée
 (à jour de son 6^{ème} modificatif)

DEMANDE DE PRÊT PERSONNEL INFÉRIEUR A 1000€

Renseignements fournis à titre confidentiel

I - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

EMPRUNTEUR	CONJOINT
Nom :.....
Nom de jeune fille :.....
Prénoms :.....
Date de naissance :.....
Lieu de naissance :.....
.....
Dépt :.....
Situation familiale(1) :
<input type="checkbox"/> personne seule (célibataire, séparé(e), veuf (ve), divorcé(e))
<input type="checkbox"/> en couple (mariage, concubinage, PACS)
Adresse :.....
.....
Code postal :
Ville :.....
.....
Numéro de téléphone :.....
Nombre de parts (2) :.....
Catégorie professionnelle (3) :.....
Catégorie d'ayant droit (4) :.....
Position statutaire :
Organisme d'emploi :.....
.....
Ancienneté de services :.....
Date de fin de services :.....
Ou limite d'âge :.....
Numéro de téléphone professionnel :.....
Adresse professionnelle :.....
.....
.....

(1) cocher la case utile.

(2) le demandeur, son conjoint et l'ensemble des personnes à leur charge fiscale.

(3) officier de carrière ; officier sous contrat ; sous-officier de carrière ; sous-officier sous contrat ; militaire du rang personnel civil de catégorie A, B ou C ; ouvrier de l'Etat ; contractuel.

(4) ressortissant du ministère de la défense ou personnel civil employé par un établissement public sous tutelle du ministère de la défense.

II - DÉCLARATION SUR L'HONNEUR

Je soussigné (e),

- certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements mentionnés ci-dessus ;
- certifie sur l'honneur remplir les conditions exigées par l'octroi d'un prêt personnel inférieur à 1000 € ;
- reconnais que mes données personnelles recueillies sont obligatoires pour le traitement de la demande de prêt. Elles ont pour finalité principale la gestion du dossier par l'action sociale des armées et par l'IGeSA.

Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée dite "informatique et liberté", les renseignements fournis font l'objet d'un traitement automatisé déclaré à la CNIL. L'IGeSA est tenue au secret professionnel à l'égard de ces données personnelles.

Je dispose d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des informations me concernant. Pour l'exercer, une demande écrite doit être formulée auprès de la direction des prêts et des actions sociales de l'IGeSA.

- sollicite le prêt sus indiqué d'un montant de € remboursable en..... mensualités avec assurance obligatoire pour moi même ;
- souhaite souscrire une assurance facultative sur la tête de mon conjoint, concubin ou partenaire lié par un pacte civil de solidarité :
Oui Non

Ledit prêt sera versé sur le compte suivant (1) :

_____	_____	_____	_____
Code banque	Code guichet	Numéro de compte	Clé

Nom et adresse de la banque :

Fait à....., le.....20.....
Signature

III - DÉCISION (2)

Le directeur général de l'IGeSA décide au vu de la demande déposée le :

de l'attribution d'un prêt personnel, d'un montant de€, remboursable enmensualités.

du rejet de la demande de prêt personnel pour le motif suivant :

Date, signature et cachet

(1) ce compte peut, dans le cas du prêt au logement, être celui d'un tiers (notaire, entrepreneur...). Joindre impérativement un RIB (IBAN/BIC) du compte bancaire sur lequel le virement doit être effectué.

(2) en cas de rejet, 1 exemplaire à l'intéressé.

LISTE DES PIÈCES CONSTITUTIVES
D'UN DOSSIER DE DEMANDE
DE PRÊT PERSONNEL INFÉRIEUR A 1000€

- Copie des bulletins de rémunérations (emprunteur et, le cas échéant, de son conjoint, concubin ou partenaire lié par un pacte civil de solidarité) du dernier mois.
Veiller à ce que les coordonnées bancaires soient lisibles.
- Relevé d'identité bancaire du compte sur lequel est versée la rémunération de l'emprunteur.
- **Original** de la demande de prélèvements automatiques remplie et signée (imprimé n°640*/1).
- Certificat de position administrative précisant la durée de services et celle restant à accomplir au ministère de la défense (imprimé n° 640*/58).
- Copie du contrat d'engagement pour les personnels sous contrat à durée déterminée.

NB : En cas de fausse déclaration ou de transmission de faux documents, le remboursement des sommes encore dues pourrait être immédiatement exigé.

Attention : aucun document original ne sera retourné.